



Panafrican farmers' organization
Organisation panafricaine des agriculteurs
المنظمة الإفريقية للفلاحين



COP27
SHARM EL-SHEIKH
EGYPT 2022

APPEL À L'ACTION DE LA PAFO SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE À LA COP27



L'Organisation Panafricaine des Paysans (PAFO) est la voix de plus de 80 millions d'agriculteurs africains intégrés dans près de 70 organisations nationales, unions, fédérations, coopératives, associations, etc., dans plus de 49 pays du continent, et réunis dans cinq réseaux régionaux.

Opérant au cœur de l'agriculture africaine. La PAFO présente par la présente sa position commune sur la nécessité de renforcer les actions climatiques menées par les agriculteurs en Afrique. Cette position est l'agrégation des messages importants des organisations paysannes à travers les réseaux régionaux et des contributions du Secrétariat à l'appui de leurs membres.

Il est important de noter, dès le départ, que la PAFO reconnaît le rôle essentiel que jouent les systèmes agricoles et alimentaires dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. En outre, il souligne l'énorme menace que représente le changement climatique pour les agriculteurs à travers l'Afrique et le soutien nécessaire pour leur permettre de s'adapter à ses effets sur leurs activités agricoles. Cette déclaration appelle à des résultats sociaux et justes pour les agriculteurs africains à la COP27, en tenant dûment compte de leur importance stratégique en tant que partenaires qui représentent des circonscriptions climatiques vitales. Il s'agit d'attirer l'attention du monde sur la situation difficile des agriculteurs en Afrique et les dangers que cela représentera pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle sur le continent si le changement climatique n'est pas efficacement pris en compte.

Le monde doit mettre en place des politiques et des stratégies appropriées sur le changement climatique et entreprendre les investissements nécessaires dans l'innovation et les technologies qui contribueront à atténuer les effets du changement climatique sur le segment vulnérable de la population. Étant donné que la conférence se tient en Afrique, nous espérons et nous nous attendons à ce qu'un accent particulier soit mis sur les actions qui sont essentielles pour les pays en développement et en particulier l'Afrique, y compris le financement climatique, l'adaptation et les pertes et dommages.



En ce qui concerne spécifiquement les agriculteurs africains et les membres de la PAFO, les changements climatiques les affectent gravement dans les domaines suivants :

1 Baisse de la productivité des agriculteurs : La faible productivité des agriculteurs africains a été aggravée par les effets du changement climatique à travers la menace de pluies et de sécheresses irrégulières qui causent des dommages et induisent des changements dans l'aptitude des terres à l'agriculture. De nouveaux ravageurs et maladies apparaissent là où ils étaient inconnus. Tous les réseaux PAFO ont signalé la perte de production en raison d'un changement climatique défavorable et le coût pour les agriculteurs et les éleveurs africains a été estimé à environ 30 milliards de dollars. Nous recommandons que ces agriculteurs soient soutenus car la justice climatique exige qu'en plus du financement de l'atténuation et de l'adaptation, les actions contre les pertes et les dommages climatiques se concentrent sur les petits exploitants agricoles qui sont directement touchés par les conditions climatiques défavorables

2 Augmentation des conflits entre agriculteurs et éleveurs : L'une des conséquences incontestées du changement climatique sur les agriculteurs en Afrique sont les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Les rapports des membres de la PAFO indiquent que les conséquences du changement climatique qui a conduit à la sécheresse et à la rareté de l'eau dans l'Afrique semi-saharienne et la région sub-saharienne sont responsables des conflits entre agriculteurs et éleveurs. L'eau, qui est une ressource essentielle et vitale pour la production agricole, a été très rare en raison du changement climatique et provoque donc de violents conflits entre les agriculteurs et les éleveurs. Cela a eu de graves répercussions sur la sécurité locale, nationale et régionale, ainsi que des conséquences socio-économiques.

Il est donc devenu impératif de trouver des moyens d'atténuer la situation. Par conséquent, PAFO appelle à une action climatique qui aidera les agriculteurs à adopter des pratiques agricoles résilientes au changement climatique et à investir dans des projets d'atténuation et d'irrigation qui aideraient à résoudre les conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique.

3 Accès limité aux ressources de financement climatique : l'Afrique a besoin de 2 800 milliards de dollars entre 2020 et 2030 pour mettre en œuvre ses contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris. C'est le coût de la contribution du continent à la limitation du réchauffement à 1,5 °C et à la lutte contre les plus grands impacts du changement climatique. Cependant, les flux annuels de financement climatique vers l'Afrique ne s'élèvent actuellement qu'à 30 milliards de dollars.

Sur ce montant, on estime que seulement 1,7 % des fonds climatiques parviennent aux agriculteurs en Afrique. Selon un rapport de l'IPC, les pays africains n'ont collectivement reçu que 12 à 15 % de leurs investissements requis dans la réponse climatique en 2019 et 2020. Il ne fait aucun doute que les avantages socio-économiques, écologiques et développementaux des investissements dans le financement climatique dépassent de loin les coûts de leur mise en œuvre. En Afrique, il existe de vastes opportunités pour augmenter le financement climatique afin d'assurer une transition juste, équitable et inclusive pour la région.

Le financement climatique doit être mobilisé plus rapidement et à grande échelle si le continent veut atteindre ses objectifs d'atténuation et s'adapter au changement climatique. PAFO plaide donc pour la mise en œuvre d'actions concrètes qui permettraient d'améliorer l'accès au financement climatique pour transformer les systèmes agricoles et alimentaires afin de soutenir la sécurité alimentaire et économique. Par conséquent, les organisations paysannes devraient être incluses dans les demandes gouvernementales de financement climatique dans l'agriculture et être soutenues pour devenir des entités financières accréditées. À cet égard, ils ont besoin de capacités et de connaissances renforcées pour documenter des projets d'adaptation viables et évolutifs. En outre, un appel est lancé pour nommer davantage d'entités accréditées axées sur l'agriculture ou des moyens alternatifs de faire pression pour obtenir un soutien financier.

4 Baisse des revenus des petits exploitants et augmentation de la pauvreté : en raison du changement climatique, l'Afrique connaît une variabilité accrue du temps et du climat, qui entraîne des catastrophes et des perturbations des systèmes économiques, écologiques et sociaux.

On estime que d'ici 2030, jusqu'à 118 millions de personnes extrêmement pauvres (vivant avec moins de 1,90 \$/jour) seront exposées à la sécheresse, aux inondations et à la chaleur extrême en Afrique si des mesures de réponse adéquates ne sont pas mises en œuvre. Cela imposera un fardeau supplémentaire aux efforts de réduction de la pauvreté et limitera la croissance et le développement sur le continent. La PAFO recommande que des mesures et des politiques urgentes qui réduiront l'impact du changement climatique sur le segment vulnérable de la population en Afrique soient poursuivies par les dirigeants africains et les partenaires au développement.

5 Augmentation de l'insécurité alimentaire : Les effets combinés du changement climatique entraînant des conflits prolongés, l'instabilité politique, les épidémies de ravageurs et la crise économique ont été les principaux moteurs d'une augmentation significative de l'insécurité alimentaire en Afrique. L'insécurité alimentaire augmente de 5 à 20 points de pourcentage à chaque inondation ou sécheresse en Afrique subsaharienne. En 2020, la population touchée par l'insécurité alimentaire a augmenté de près de 40 % par rapport aux chiffres de 2019.

6 Manque de capacité de participation au dialogue sur le climat : les organisations paysannes doivent développer leurs capacités de connaissance des systèmes agricoles et alimentaires au sein de l'architecture de la CCNUCC et d'autres processus politiques mondiaux de renforcement de la résilience. Les organisations paysannes demandent un soutien pour mieux comprendre les mécanismes du dialogue climat-agriculture et pour aider à traduire les résultats complexes du travail conjoint de Koronivia sur l'agriculture en actions significatives au niveau local.

De plus, les organisations paysannes aimeraient être incluses dans la préparation des déclarations de position nationales et régionales précédant les négociations sur le climat, ainsi que faire partie de leurs équipes nationales de négociation sur le changement climatique auprès de la CCNUCC.

Cet engagement direct des agriculteurs peut garantir une meilleure diffusion des messages clés, garantir que les propositions et les positions des agriculteurs sont incluses dans les positions communes africaines envers la COP et que la participation des agriculteurs aux comités de surveillance est affirmée.

7 **Capacité insuffisante pour le plaidoyer en matière de politique climatique :** Un défi majeur auquel sont confrontées les organisations d'agriculteurs pour s'engager efficacement dans la politique climatique est le manque de capacité politique et de connaissances en matière d'engagement. Le développement des capacités, la génération de connaissances et la formation au plaidoyer sont nécessaires pour interpréter les décisions de politique climatique et déchiffrer ce qu'elles signifient pour les agriculteurs à un niveau pratique.

Les organisations d'agriculteurs exigent une formation sur mesure dispensée par les ministères concernés et les acteurs non étatiques concernés pour participer plus efficacement à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des politiques climatiques, reconnaissant que les politiques climatiques, telles que les contributions déterminées au niveau national et les stratégies à long terme, sont des véhicules importants. Poursuivre les intérêts des agriculteurs liés au climat. En outre, la PAFO appelle la communauté politique régionale et internationale à soutenir les organisations paysannes qui représentent les intérêts communs des agriculteurs.

Ces structures unificatrices fournissent une plate-forme à travers laquelle les individus et les organisations paysannes peuvent se réunir pour développer de manière proactive des stratégies d'engagement politique, produire une contribution collective et faire efficacement pression sur le gouvernement de manière structurée, pour fournir des demandes très spécifiques. En l'absence de mécanismes permettant de demander des comptes aux décideurs et aux entités financières à plusieurs échelles, la PAFO plaide pour que les gouvernements nationaux reconnaissent le rôle important que les organisations paysannes peuvent jouer dans le suivi et le suivi de la mise en œuvre des politiques, y compris des décisions de la COP.

À cette fin, les organisations paysannes demandent le soutien des gouvernements et de la communauté internationale pour renforcer les capacités des organisations paysannes nationales, régionales et continentales à effectuer un suivi et des rapports pour la responsabilisation et les engagements internationaux en faveur du développement durable.

8 Action climatique insatisfaisante : la COP 27 est la mise en œuvre La COP et la PAFO et ses membres plaident pour une mise en œuvre plus engagée des résultats de la conférence de cette année. En effet, le changement climatique est très proche du cœur des agriculteurs qui en supportent le poids et qui ne disposent pas de filets de sécurité suffisants pour les protéger des risques climatiques.

La régularité et l'intensité des chocs climatiques en Afrique ont considérablement augmenté ces derniers temps, mettant en péril la sécurité alimentaire des régions, sans compensation suffisante des dommages et des pertes. Il est impératif que la COP27 progresse sur la structure et la fourniture du soutien nécessaire, ainsi que sur les mécanismes de financement spécifiques à utiliser.

Les actions évolutives qui favorisent l'adaptation et le renforcement de la résilience sont donc une priorité majeure qui devrait être abordée lors de la COP27 et au-delà. En outre, des progrès urgents sont nécessaires sur l'objectif mondial d'adaptation (GGA). Cela comprend le développement d'indicateurs, de calendriers et d'objectifs pour suivre spécifiquement les progrès vers cet objectif. Ces indicateurs de rapport doivent être conçus en s'engageant auprès de diverses parties prenantes agricoles, y compris les organisations d'agriculteurs, afin qu'ils soient adaptés à leur objectif et réalistes.

En plus de la position ci-dessus, PAFO s'engage également dans les actions suivantes :

- Plaider en permanence aux niveaux national, régional et continental pour des politiques et des actions de soutien climatique qui aideront ses membres sur le changement climatique et promouvoir les discussions, les propositions et le suivi des programmes et projets sur le changement climatique.
- Aider nos membres à développer la capacité requise avec différents experts locaux, nationaux et régionaux, pour comprendre, interpréter et communiquer les décisions sur la COP et d'autres rapports connexes.
- Contribuer physiquement aux réunions de la COP et faire pression pour que nos associations membres soient incluses dans les programmes nationaux, régionaux et continentaux.
- S'associer aux institutions internationales des parties prenantes du secteur agricole pour faciliter les programmes de renforcement des capacités et de gestion des connaissances qui aideront nos membres nationaux et régionaux à documenter de meilleures pratiques d'adaptation par les agriculteurs qui sont évolutives
- Appeler en permanence et participer à la promotion de la responsabilité à tous les niveaux et par toutes les parties.
- Rechercher activement des moyens d'améliorer la productivité de nos membres et les aider à renforcer la résilience de l'agriculture, y compris l'accès à l'information, à la technologie et aux marchés.
- Faire pression pour un meilleur accès des agriculteurs aux financements climatiques afin de leur permettre de bénéficier directement de l'indemnisation des pertes et dommages, ainsi que du financement de l'adaptation.



Panfrican farmers' organization
Organisation panafricaine des agriculteurs
المنظمة الإفريقية للفلاحين

